



MERCREDI 27 NOVEMBRE

Francis Lefebvre se remarie avec... Francis Lefebvre

Pure homonymie. Renaud Lefebvre n'est pas un descendant de Francis Lefebvre, l'avocat fiscaliste qui, en 1894, inventa un système de mise à jour par correspondance de l'état du droit. Le directeur général délégué de Lefebvre Sarrut, qui contrôle la moitié du marché français de l'édition juridique et réalise 550 millions d'euros de chiffre d'affaires, est en revanche à la tête d'une société commune créée récemment avec le cabinet d'avocats CMS Francis Lefebvre. Celle-ci propose aux entreprises un « *diagnostic automatisé des risques juridiques et fiscaux. Et ce, grâce à une technologie issue du traitement de données que même Bercy ne maîtrise pas* ».

L'outil, très efficace pour analyser les déclarations de TVA, est à la fois un relais de croissance important et un retour aux sources pour les actionnaires familiaux, qui avaient cédé au début des années 1990 leurs activités d'avocats. Les liens n'avaient jamais été rompus entre les deux entités, la famille touchant notamment des royalties pour l'usage du patronyme de leur aïeul. L'offre d'*e-compliance* permet d'aller plus loin. En scellant une forme de remariage.

VENDREDI 29

Pierre Moscovici est fier d'avoir sauvé la Grèce

Tout au bout du boulevard Saint-Germain, dans le bureau du représentant de l'Union européenne à Paris, avec vue panoramique sur l'Assemblée nationale et la place de la Concorde, le commissaire à l'Economie, Pierre Moscovici, fait ses adieux. Il ne regrette rien, notamment sur le dossier grec. « *Je me suis rendu à treize reprises dans ce pays, que nous avons réussi à maintenir dans la zone euro. Il faut bien comprendre que la crise a engendré le programme d'austérité, et pas l'inverse.* »

Une théorie opposée à celle développée par *Adults in the room*, le film de Costa-Gavras – « *un homme pour qui j'ai par ailleurs un immense respect* » –, inspirée des souvenirs de Yanis Varoufakis. Moscovici rappelle que le pays avait procédé à une « *falsification gigantesque de ses comptes publics* » et que l'ex-ministre grec des Finances, avec sa « *vision absurde et son obstination à vouloir avoir raison contre tous, a coûté très cher à la Grèce* ». Seule concession à son adversaire : la zone euro, privée de Budget et de ministre des Finances, « *souffre d'un déficit démocratique* ».

C. Lebedinsky/Challenges

VENDREDI 29

Hervé Morin supervise le rachat de « Paris-Normandie »

Hervé Morin, président du conseil régional de Normandie, se montre évasif – « *Je suis simplement content qu'un Normand soit candidat* ». Quel rôle a-t-il joué dans les négociations pour le rachat du quotidien *Paris-Normandie* par Pierre-Antoine Capton, né à Trouville, président de Troisième Œil, premier producteur indépendant de programmes de flux en France, associé de Xavier Niel ? Morin s'est rendu le 22 novembre dans les locaux du journal avec Jérôme Bégé, une figure du *Point* qui devrait prendre la tête du quotidien. Un « *premier contact* » a ainsi été établi avec la rédaction, dicit Morin, qui suit l'affaire comme le lait sur le feu. Il y a deux ans, il était déjà à l'origine du rachat de *Paris-Normandie*, alors au bord de la faillite, par l'industriel Jean-Louis Louvel. Ce dernier se présentant à la mairie de Rouen, il doit afficher une prise de distances avec le journal.

Un premier schéma prévoyait la vente à Capton de 40% du capital, Louvel gardant le pouvoir. Mais Capton n'est pas du genre à payer 1,2 million d'euros pour devenir actionnaire minoritaire d'une société qui traîne 6,5 millions d'euros de dettes. Conseillé par Jérôme Bégé, il ne veut faire affaire qu'à condition de détenir la majorité. La négociation est en cours. « *La semaine prochaine, on entre dans le dur* », prévient Hervé Morin.

LUNDI 2 DÉCEMBRE

Trop centralisé, notre système éducatif est à la traîne

Conférence de présentation, au siège de l'OCDE, de la fameuse étude du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (Pisa). En France, l'enquête, qui porte sur un échantillon de 6300 élèves dans 252 établissements, laisse transparaître d'importantes inégalités (*lire p. 46*). L'Institut économique Molinari (IEM) profite de l'événement pour publier, pour la première fois, sa propre étude comparative.

La France n'arrive qu'en 17^e position parmi les 27 pays européens étudiés sous le prisme du rapport entre le coût et la qualité de l'enseignement : 28% des petits Français ont des difficultés de compréhension en mathématiques et en sciences, alors qu'ils sont 17% en Estonie et en Finlande, pour un niveau de dépenses par tête équivalent (14% du PIB). L'IEM constate que « *l'autonomie des enseignants semble être une caractéristique commune aux pays les mieux classés* ». Ce qui, selon sa présidente Cécile Philippe, « *favorise la reconnaissance sociale de leur métier par l'ensemble de la population* ». A commencer par leurs élèves. ■

A la semaine prochaine